



À LA UNE

## Qui pour sauver la fonction publique ?

Selon les syndicats, seuls 1500 manifestant-es se sont déplacés devant la préfecture pour défendre une hausse des salaires dans la fonction publique.

**Hier, huit syndicats de la fonction publique ont battu le pavé pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires. Malgré l'urgence, peu de manifestant-es se sont déplacés.**

Des drapeaux rouge, jaune et blanc fendent l'air derrière la préfecture de Bordeaux. Tout est prêt pour accueillir ce qui s'annonçait comme la plus grande manifestation intersyndicale de la fonction publique depuis 2019. Pourtant, la mobilisation ne prend pas. Loin de l'agitation provoquée par les agriculteur-ices il y a quelques semaines, le cortège a triste mine. « Je m'attendais quand même à plus de monde », déplore Jean, inspecteur jeunesse et sport. « Nous étions restés sur les grosses mobilisations contre les réformes des retraites de 2023, donc forcément c'est décevant », ajoute Sylvie, son épouse, infirmière libérale. Un avis partagé par Christine et Jean-Pascal, syndiqué-es à la CGT depuis une trentaine d'années. « Les jeunes ne se mobilisent plus », nous crie-t-il pour couvrir les basses de son camion. « Nous, on est en fin de carrière, qui

prendra la relève ? » Ces deux fonctionnaires à la Caisse des dépôts ne sont pas dupes, « c'est sûr que c'est compliqué de mobiliser sur des sujets vagues comme la revalorisation du point d'indice ».

**« Le retard accumulé est phénoménal »**

Malgré leur faible nombre (1 500 personnes selon les syndicats), les manifestant-es veulent faire entendre leur voix. « On s'aperçoit que, de décennie en décennie, les fonctionnaires sont de moins en moins bien rémunérés », soupire Jean.

« L'hôpital est vraiment à bout de souffle. La question, c'est la hausse des salaires mais surtout sortir d'un modèle libéral qui n'est pas tenable pour notre système de santé » ajoute Sylvie, en poste depuis 35 ans.

Les huit syndicats mobilisés récla-

ment, dans leur communiqué, l'ouverture « sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires ». Face à la colère, le gouvernement met en avant ses actions. Les salaires des fonctionnaires ont en effet augmenté de 1,5 % en 2023 et de 3,5% en 2022. « La revalorisation la plus importante depuis 35 ans », se félicitait à l'époque Stanislas Guerini, ministre de la fonction publique. Mais ces avancées sont loin d'être suffisantes pour les syndicats.

« Les augmentations, même records, ont toujours été en dessous de l'inflation. Le retard accumulé est phénoménal », détaille Philippe Mano, secrétaire départemental de Force Ouvrière. « Les professeurs, qui commençaient à deux fois le Smic dans les années 80 commencent aujourd'hui à 1,20 Smic. C'est parlant ! »

**Ne pas rester sur la défensive**

Réforme des retraites, rejet de la loi Woerth ou El-Khomri... Ces dernières années, les mobilisations les plus importantes se sont toujours formées en réaction à des initiatives politiques, notamment face à des lois empiétant sur des avancées sociales déjà acquises. Réalistes, les organisations syndicales avouent avoir du mal

à rassembler pour gagner de nouveaux droits.

« On a des gouvernements successifs qui n'ont fait qu'attaquer, sur les retraites, sur l'assurance chômage, sur le pouvoir d'achat... Et forcément, ça limite notre possibilité de porter un projet offensif », déplore Amaury Confais, trésorier de SUD Education Gironde. Pour Philippe Mano, la difficulté est d'arriver à convaincre les salarié-es que la victoire est possible. « Si on annonce aux militants qu'on va demander la hausse de 25 % qui nous permettrait de retrouver le niveau de salaire d'il y a trente ans, ils vont nous dire : "tu rêves !" C'est pour ça qu'on demande d'abord une hausse au niveau de l'inflation. Il faut des revendications raisonnables. »

Les militant-es rencontré-es ne souhaitent pas rester sur un échec. Du côté de l'Éducation nationale, les pistes sont là pour continuer la lutte. « Une dizaine d'établissements seront impliqués jeudi dans une opération "collèges morts" », où les professeur-es n'accueillent que les enfants ne pouvant pas rester chez eux, annonce Amaury Confais. Loin de baisser la tête, les organisations syndicales tenteront de faire décoller la mobilisation dans les prochains jours.

Marius Joly et Oriane Gendreau

## ET AUSSI

JO : LA GRANDE MARCHÉ VERS PARIS

RESTAURATION : RENCONTRES ANTI-CRISE

QUAND LE STAND UP S'EXPRIME AU FÉMININ

LA MAIRIE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

## EN BREF

### Une action des parents d'élèves

La Fédération des conseils des parents d'élèves organise une opération « collèges morts » au collège Aliénor-d'Aquitaine jeudi 21 mars. Les parents mobilisés seront présents devant l'établissement dès 7 h 45. Ils protestent contre l'arrêté officialisant la mise en place des groupes de niveaux au collège.

### Une semaine agitée

La Fédération Syndicale Unitaire 33 a annoncé hier trois jours supplémentaires de mobilisation. Un rassemblement est prévu ce midi devant le rectorat, avec remise des cahiers de doléances. Le jeudi 21 mars, plusieurs entrées d'écoles et collèges seront occupées par le syndicat avant la réunion publique qui se tiendra à l'Athénée municipal samedi 23 mars.

### Les chiffres de la mobilisation

Hier, 6,4 % des agent-es de la fonction publique étaient en grève selon le ministère. Les fonctionnaires territoriaux se sont mobilisés à 2,85 %, ceux de la fonction publique hospitalière à 2,2 %, et ceux de l'éducation nationale à 8,8 %. À Bordeaux, les manifestant-es étaient entre 1 000 et 1 500 selon les syndicats.

### LES PRINCIPAUX MOBILISÉS



L'ÉDUCATION NATIONALE



LA SANTÉ



LES FINANCES PUBLIQUES

### LEURS REVENDICATIONS COMMUNES

Revaloriser la valeur du point d'indice qui permet de calculer les salaires de toute la fonction publique

Revaloriser les régimes indemnitaires

Ouvrir des négociations pour améliorer les carrières

### LES SPÉCIFICITÉS

#### Éducation nationale

Rejeter la coupe de 700 millions d'euros pour le budget de l'Éducation nationale

S'opposer au « Choc des savoirs » (des groupes de niveaux qui représenteraient un tri social)

#### Santé

Alerter sur la situation catastrophique des hôpitaux

Améliorer les conditions de travail

Engager une politique de recrutement

## La psychiatrie publique au bord du gouffre

**Les soignant-es du centre hospitalier de Cadillac ont manifesté hier contre la fermeture d'un service psychiatrique et pour réclamer une revalorisation de leurs salaires. La psychiatrie résiste comme elle peut malgré la fatigue générale.**

« C'est l'enfer pour tout le monde. Nous sommes les larbins d'une administration qui veut nous faire taire », s'enflamme la docteure Cécile Blanchard, psychiatre à l'hôpital de Cadillac. À la dérive depuis plus de quatre ans, l'établissement peine à sortir la tête de l'eau. Après des années de lutte, les mêmes problèmes persistent et les salaires stagnent en pleine inflation. « Des médecins changent de vocation alors qu'ils ont ça dans le sang, on les voit partir un par un », se désole Thierry Lalanne, secrétaire de Force Ouvrière (FO) de l'hôpital, présent à

la mobilisation de Bordeaux. « C'est une hémorragie médicale, nous avons perdu une vingtaine de médecins, nous accumulons les gardes », ajoute la psychiatre.

### Une maltraitance locale

Déjà en septembre dernier, l'unité Moreau dite Unité pour les maladies difficiles (UMD) était menacée de fermeture et avait entraîné un mouvement de grève des salarié-es. Aujourd'hui, c'est l'unité Charcot qui est inquiétée. « On accuse les effets en

cascade. Plus on ferme de service, plus les soignants partent et inversement ». « Pour rester dans cet hôpital il faut vraiment avoir le service public chevillé au corps », s'insurge Jocelyne Gout, secrétaire de la CGT de l'hôpital Cadillac. En septembre, les infirmier-es dénonçaient déjà au journal *L'Insoumission* leur situation intenable : « Un médecin est parti en burn-out, la cadre de santé est partie en burn-out, les collègues sont partis en burn-out ». Six mois plus tard, la situation reste précaire : « Nous sommes tous très mal psychologiquement, dépri-

més et épuisés du métier... c'est un naufrage », précise la docteure Blanchard.

Le plan général des autorités est de « fermer la psychiatrie publique en faveur des cliniques privées à qui l'ARS donne plus de budget pour ouvrir des lits », reprend Thierry Lalanne. L'Agence régionale de santé de la Nouvelle-Aquitaine prône une restructuration des différents services psychiatriques de la région.

### Les représentant-es du personnel tirent la sonnette d'alarme

D'après une enquête réalisée par la Fédération hospitalière de France

(FHF), plus d'un établissement psychiatrique sur quatre a fermé au moins 10 % de ses capacités depuis 2022. Au sein de l'hôpital de Cadillac, il manque plus d'une cinquantaine de postes soit près de 10 % du corps médical. Face à ces difficultés, l'hôpital subit un plan de restructuration mené par son directeur Luc Durand, qui a pris ses fonctions en septembre dernier : « Nous fermons l'unité Charcot pour la sécurité des patients. Notre but est de recruter pour éviter la catastrophe ».

En Gironde comme ailleurs, c'est tout une profession qui tente de survivre.

Olivia Frisetti



Le personnel soignant s'est réuni hier à 11 heures devant l'Agence régionale de santé (ARS).

# SPORT La randonnée s'invite aux JO

200 marcheur-ses étaient au départ de la Grande randonnée vers Paris, hier à 10 heures.

Un sport non olympique, mais bien décidé à relier les quatre coins de la France à la capitale pour les Jeux de 2024. La Fédération française de randonnée a prévu des itinéraires écologiques et inclusifs.



Avant le départ de la randonnée, les marcheur-ses ont rencontré les ambassadeur-ices girondin-es qu'ils et elles vont suivre.

« Ce n'est pas parce qu'on est une fédération non olympique qu'on ne peut pas utiliser notre discipline pour véhiculer les valeurs de l'olympisme ». Ce mardi 19 mars au matin, Charline Patrouillault, directrice administrative de FFRandonnée Gironde, s'active devant la maison écocitoyenne à Bordeaux. Elle est l'une des organisatrices de la Grande randonnée vers Paris, qui relie les villes olympiques à la capitale, à l'occasion des Jeux olympiques. Plus de 200 randonneur-ses se sont rassemblés pour le départ. Des retraités en grande majorité, habitués de la marche et équipés en conséquence. Bâtons de randonnée, gros sacs à dos et chaussures de marche défilaient le long des quais de la Garonne, sous un grand soleil.

## Une marche verte

Les organisateur-ices de la Grande randonnée ont tenu à mêler sport et écologie. « On a refusé d'avoir des bus ou des voitures suivies. Les ambassadeurs, qui parcourent l'intégralité de l'itinéraire, logent chez d'autres randonneurs sur la route », explique

Charline Patrouillault. Parmi ces ambassadeur-ices bénévoles, Christiane Sylvestre est au départ à Bordeaux. Venue tout droit de Martinique, elle y a déjà parcouru un premier itinéraire de 90 kilomètres. « Je participe pour défendre les valeurs de la fédération », affirme l'habituee des sentiers, qui marchera 303 kilomètres jusqu'à Poitiers. Elle y arrivera le 3 avril avant d'être relayée par un autre ambassadeur. En tant que baliseuse, elle a vite été repérée par la fédération pour être l'une des figures de ce projet. « J'entretiens des chemins de randonnée au quotidien. Ici, on emprunte des GR, qui sont des couloirs de biodiversité à protéger », explique la marcheuse.

## Un itinéraire inclusif

Des valeurs écologiques, mais aussi inclusives. Au départ, un stand de sensibilisation au handicap et un itinéraire alternatif de 7 kilomètres entre le pont de Pierre et le pont Chaban-Delmas, accessible aux personnes à mobilité réduite ou encore aux enfants. Patrick, 70 ans, licencié à Pessac, a par exemple choisi d'emprunter cet itinéraire plus court,

n'étant pas en capacité de parcourir de longues distances. Il avait déjà suivi avec difficulté le parcours martiniquais, et retrouve des visages familiers dans la foule de marcheur-ses venu-es pour l'occasion.

Tout au long de l'itinéraire, de Bordeaux à Paris, les trois ambassadeur-ices du département sont rejoint-es par des randonneur-ses qui les accompagnent et les soutiennent à chaque étape. Au départ de la capitale girondine, un groupe d'une trentaine de retraités de la maison de quartier des Chartrons fait partie des 200 accompagnateur-ices de la première étape. Préparés depuis des semaines, les membres de l'association marchent tous les mardis. L'opération est millimétrée : des minibus viennent chercher le groupe pour les ramener de Cubzac-les-Ponts à Bordeaux. Ce matin, ils étaient 130 au départ pour la deuxième étape. Rendez-vous à Paris le 10 mai pour l'arrivée, où tous les ambassadeur-ices se retrouveront afin de faire le tour de la capitale.

Lisa Défossez



Au départ de Bordeaux, la partie girondine de la randonnée va jusqu'à Etavalliers.

# CIVISME Discriminations : des affiches pour agir

Dans les rues de Bordeaux, 167 panneaux d'affichage contre le racisme et l'antisémitisme ont été installés par la mairie, depuis le 13 mars dernier. Une action symbolique, mais qui est loin de régler le problème en profondeur.

« Neuf personnes noires sur dix disent avoir été victimes d'une discrimination raciale ». Sur les affiches mises en place par la mairie bordelaise, les chiffres sont sans appel : le racisme est présent dans toutes les sphères de la société. Du 13 au 27 mars 2024, quatre statistiques nationales sur les discriminations raciales racontent sur 167 panneaux l'état du racisme en France. « L'objectif est de mobiliser, d'interpeller et de sensibiliser l'ensemble de la population », explique Olivier Escots, adjoint au maire chargé de la lutte contre les discriminations. « C'est aussi un message de soutien aux victimes. »

## Des liens plus ou moins solides avec les associations

Les antennes locales de plusieurs associations, comme SOS Racisme ou la Ligue des droits de l'homme (LDH) ont participé à cette campagne d'envergure. « Nous avons été contactés par la mairie pour participer à cette opération, et nous le faisons avec grand plaisir », observe Pierre-Antoine Cazau, coprésident de la LDH Bordeaux.

Cette coopération est importante, car elle permet d'ancrer la lutte dans le territoire grâce à des acteurs locaux. C'est ce qu'analyse Anouk Flamant, chercheuse en sociologie des politiques de lutte contre les discriminations, dans son article « L'incomplète construction des politiques municipales de lutte contre les discriminations raciales », paru en 2017 dans *La*

revue internationale de politique comparée. Le collectif Contre les abus policiers 33 (Clap33), pourtant très impliqué dans cette cause, n'a quant à lui pas été associé. « On a un discours différent des associations institutionnelles », explique sa cofondatrice Myriam Eckert. Pour elle, ces organisations, composées majoritairement de personnes blanches, ne se remettent pas assez en question. « Ils pensent que l'ennemi, c'est l'extrême-droite, alors que le problème vient de tous les Français ! »

## « Un travail de surface »

Myriam Eckert, également élue de l'opposition à la mairie de Bordeaux, approuve tout de même la campagne d'affichage. Mais elle note que l'opération reste « un travail de surface ». C'est souvent le cas dans le cadre de politiques locales, analyse Anouk Flamant. Elle observe que si les municipalités jouent un rôle majeur dans cette lutte, leurs politiques restent fragiles. Les réponses locales formulées « s'appuient sur très peu de dispositifs concrets de lutte contre les discriminations. »

Pour l'élue Myriam Eckert, la clé est de donner davantage la parole aux personnes concernées : « quand Bordeaux en lutte gagnera la mairie, on aura à sa tête une femme noire, et on essaiera d'avoir une liste colorée ! ».

Agathe Di Lenardo

# HUMOUR Drôles de femmes



L'humoriste Camille Giry.



La comédienne Chloé Oliveres.

9 femmes pour 28 hommes. La parité est loin d'être atteinte pour cette édition du festival les Fous rires de Bordeaux. Pourtant, de nombreuses femmes s'épanouissent dans le spectacle vivant. Une rencontre avec Chloé Oliveres et Camille Giry.

Ses premiers pas en tant que comédienne étaient au Cours Florent. Camille Giry, aujourd'hui humoriste et féministe engagée sur les réseaux sociaux, raconte son entrée dans la célèbre école de théâtre : « la différenciation homme-femme existe dès les premiers cours. Dans les métiers d'image, les femmes sont souvent jugées principalement sur leur apparence physique. Dans les annonces de castings, on peut lire des critères tels que : femme jeune, belle et très bien faite. On est systématiquement ramenée à notre physique ».

Des critères qui collent à la peau de ces femmes, dans un milieu que Chloé Oliveres décrit comme « sexiste » et « misogynne ». La comédienne, co-fondatrice du collectif Les filles de Simone, revient en solo pour se produire ce soir avec un spectacle féministe. Actuellement en tournée, elle explique « qu'une femme qui fait rire, c'est quelque chose d'un peu transgressif ». Avis partagé par Camille qui pointe du doigt les a priori négatifs du public sur les femmes humoristes, « il suffit qu'on ne soit pas pile à la hauteur pour être étiquetées. On est ramenées à des stéréotypes ». Chloé, en tant

que comédienne, est quelque peu protégée et « moins impactée » puisqu'elle joue des rôles de fiction moins personnels. Pour autant, elle insiste : « une femme humoriste a du mal à se faire accepter. Dans notre société, on préfère celles qui restent discrètes. On ne s'attend pas à ce qu'elles l'ouvrent ».

## Vers plus d'inclusion ?

Un chemin compliqué qu'elles ont décidé d'emprunter. Aujourd'hui, Camille partage ses histoires dans ses stand-up : « parler de moi, c'est parler de mon engagement féministe parce que ça m'a construit et ça me construit encore au quotidien ». D'ailleurs, les comédiennes et humoristes sont de plus en plus nombreuses. Pour Camille, permettre aux femmes de se représenter sur scène est important : « ça donne envie à d'autres femmes de venir nous voir. Plus on est nombreuses, moins on portera la pression de représenter notre genre. Par conséquent, on sera plus entendue et on sera meilleures. Oui, les femmes et les personnes queers sont drôles ! ».

Patti Delaspre

# EMPLOI Restauration : l'embauche au menu



Le directeur du Café Français et son chef cuisinier enchaînent les entretiens durant toute la matinée.

Des rallyes hôtellerie-restauration sont organisés depuis trois jours par France Travail. L'objectif : faciliter les rencontres entre employeur-ses et candidat-es dans un secteur en crise. Au Café Français, une trentaine a répondu à l'appel.

« La restauration, c'est un métier de passion », clame Xavier Lesaffre, directeur du Café Français. Une trentaine d'individus sont installés sur sa terrasse. Il est 8 h 30 et dans quelques minutes, le rallye hôtellerie-restauration va débiter. Le concept est simple : équipés d'une carte des établissements affiliés à cet événement, les candidat-es ont jusqu'à 11 h afin de réaliser le maximum d'entretiens d'embauche. « Notre objectif est de rapprocher les demandeurs d'emplois et les employés d'une façon différente », précise Brieg Denoual, directeur adjoint de France Travail Bordeaux-Mériadeck. Romane Grelet, saisonnière à plein temps, été comme hiver, attend beaucoup de ces rencontres. Après quatre années dans les campings et les bars du Cap-Ferret, la jeune femme sou-

haite revenir sur Bordeaux. Justement, le Café Français recrute à partir de mi-avril. Et elle préfère les rencontres en personne : « dans la restauration, ça se fait souvent au feeling ». Romane Grelet espère s'être démarquée des autres candidat-es. Réponse dans quelques semaines.

## Le recrutement en crise

Après le Covid-19 et la hausse des coûts de l'énergie, place à la chute de l'embauche. Le secteur a beau être le sixième employeur de France, « il manque encore 200 000 postes dans nos métiers », rappelait en 2023 Thierry Marx, président de l'Umih (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie), premier syndicat de l'hôtellerie-restauration. Le confinement a eu un effet révélateur pour

beaucoup : « le personnel s'est rendu compte qu'il pouvait avoir une vie sociale », ironise Xavier Lesaffre. Adrien Pégourdie, enseignant-chercheur à l'université de Limoges le constate. « De plus en plus de jeunes diplômés des écoles hôtelières ne rentrent finalement pas dans la profession et d'autres changent de métier ».

La réputation du secteur n'aide pas. Ces métiers sont durs, avec des salaires bas et des horaires décalés. Au Cap-Ferret, les 44 heures de contrat de Romane Grelet se transformaient souvent en 60. « Dur de coupler une vie sociale avec ces horaires. » De son côté, Xavier Lesaffre reste stupéfait des démissions en cascades à Bordeaux. Certains employé-es ne restent qu'une semaine en poste et enchaînent même dans d'autres établissements : « on voit toujours les mêmes têtes défiler dans les restaurants, c'est incroyable ». Brieg Denoual l'assure : « les employeurs font énormément d'efforts pour attirer et fidéliser de nouveaux employés ».

## Vers une mutation du secteur

Pourtant, depuis la fin de la pandémie, le secteur a opéré un rattrapage de l'ordre de 16 % sur toute la grille des salaires avec une rémunération minimum supérieure à 5 % du smic. « Au bar, on touche entre 1 500 et 1 900 € », affirme Romane Grelet. Xavier Lesaffre ajoute un détail à ne pas négliger : « les serveurs qui s'occupent bien de leurs clients obtiennent de très bons pourboires ». La jeune femme entend surtout négocier des primes afin de récompenser les efforts non-négligeables lorsqu'elle atteint les 60 heures. Pour cela, elle privilégie les petites enseignes. Elle estime que les négociations de salaire sont plus simples et l'esprit de famille l'incite à rester : « on se sent pas comme un maillon de la chaîne, c'est beaucoup plus humain ».

Alexis Girard